

Un an après, Emmanuel Macron ne s'est toujours pas mis au vert



Emmanuel Macron à Ganges le 20 avril 2020 (© Daniel Cole / Pool / AFP)

Il y a un an, Emmanuel Macron était réélu avec 58,54% des voix face à Marine Le Pen. Dans la foulée, il annonçait un tournant vert et faisait «*le serment à la jeunesse de léguer une planète plus vivable*». Un an après, les avancées concrètes se font toujours attendre. Sa stratégie, la «Planification Ecologique», a fait long feu. Pire, le président a brillé par son inaction climatique. Tour d'horizon.

2022 fut l'année la plus chaude jamais enregistrée en France. Chaleur, sécheresse, incendies: le dérèglement climatique nous a frappé de plein fouet. Malgré l'urgence d'agir, l'État a tergiversé: l'an dernier, les émissions de GES de la France sont restées deux fois inférieures aux objectifs fixés. «*Contrairement au Royaume-Uni, à la Suède ou au Danemark, la France ne respecte pas l'Accord de Paris sur le climat*, a rappelé Antoine Vermorel-Marques, député LR et coauteur d'un rapport parlementaire à ce sujet. *Si nos émissions ont diminué en 2022 de 2,5%, il faudrait les baisser de 5% pour respecter la COP21*». Et espérer limiter le réchauffement à 2°C.

Les quelques mesures ambitieuses proposées par des députés d'opposition — comme l'interdiction des jets privés — ont été balayées par l'exécutif. Principale conséquence de la crise climatique, la sécheresse s'est étendue sur tout le territoire. Pénurie d'eau potable, pertes de récoltes, rivières à sec. Le gouvernement était attendu au tournant. Las, le «*plan eau*», présenté en grande pompe fin mars, n'est pas à la hauteur.

Idem sur le front des incendies: le manque de moyens — tant chez les agents forestiers qu'au niveau de la Sécurité Civile — demeure criant, malgré les alertes répétées. Amorcée avant sa réélection, la relance du nucléaire s'est accélérée au cours de l'année écoulée. Misant sur l'atome pour nous sauver du chaos climatique, le gouvernement a avancé à marche forcée, occultant le débat public et la réflexion collective.

Il a même tenté de supprimer par surprise l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) (<https://reporterre.net/Surete-nucleaire-la-dissolution-de-l-IRSN-inquiete>), une décision contrée par l'Assemblée Nationale. Sauf que le nucléaire est loin d'être la solution au défi climatique. Dans le même temps, l'exécutif a négligé deux leviers énergétiques essentiels pour lutter contre le dérèglement du climat: les EnR et la rénovation thermique des bâtiments.

Alors que les populations d'insectes s'effondrent en silence, le gouvernement a préféré faire l'autruche. Il prévoyait ainsi de réautoriser les néonicotinoïdes — des pesticides tueurs d'abeilles — pour la troisième année consécutive... La justice européenne l'a forcé à y renoncer. Fin mars, le ministre de l'Agriculture a également fait pression contre l'interdiction d'un

herbicide classé comme cancérigène, le S-métolachlore.

Les macronistes ont ardemment défendu l'idée que la France serait bonne élève — voire ferait du zèle — en matière de pesticides. C'est faux: nous sommes, au contraire, l'un des pires pays d'Europe sur le sujet. En parallèle, le gouvernement a délaissé les agriculteurs bio, qui traversent une crise sans précédent.

Emmanuel Macron avait fait de la réforme des retraites la pierre angulaire de son nouveau quinquennat. Un non-sens écologique, à l'heure où nous devrions travailler moins pour moins polluer. Après des mois de mobilisation, le texte a finalement été adopté — sans soutien populaire ni vote du Parlement.

Face à la contestation, l'exécutif a opté pour une réponse de plus en plus autoritaire. Comme le soulignait le spécialiste Paul Rocher, *«l'État a donné carte blanche à la police»*. Les violences commises par la police et la gendarmerie se sont multipliées. La manifestation de Sainte-Soline, contre les mégabassines, a été marquée par une répression d'une ampleur inédite. Deux manifestants ont été très grièvement blessés, dont un est toujours dans le coma.

À défaut d'avancer sur le fond, l'exécutif a soigné l'emballage. Sur Youtube, Emmanuel Macron a ainsi multiplié ses monologues écolos, défendant sa politique. Mais on retiendra surtout les ratés: *«Qui aurait pu prédire la crise climatique»*, une sortie largement critiquée et détournée; *«Le réchauffement climatique, une réalité naturelle»*, pour le ministre de l'Écologie. Finalement, les minces avancées écologiques se sont faites sur la scène internationale. Emmanuel Macron a annoncé fin octobre que la France allait se retirer du Traité sur la charte de l'énergie (TCE). Une immense victoire et une excellente nouvelle pour les écologistes.

Début janvier, les députés ont adopté à la majorité absolue — fait rare depuis la nouvelle législature — une résolution invitant *«le gouvernement à défendre un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins»*. Le gouvernement devrait suivre cette préconisation. D'abord favorable à l'exploration des grands fonds, Emmanuel Macron a en effet depuis viré de bord. *«Il ne peut pas y avoir d'exploitation minière sans dommages irréversibles pour les écosystèmes marins»*, a d'ailleurs rappelé Hervé Berville, secrétaire d'État chargé de la mer lors des débats à l'Assemblée.

Cette année, Emmanuel Macron sera particulièrement attendu sur le dossier du plastique. La France accueille des négociations essentielles en vue d'adopter un traité international limitant la pollution. Pour le moment, l'exécutif a plutôt brillé par son manque d'empressement. Dans l'Hexagone, plusieurs mesures anti-plastiques déjà prévues et votées sont loin d'être appliquées — limitation des bouteilles distribuées dans les établissements publics, obligation d'installer des fontaines à eau, interdiction de la vaisselle jetable dans certains restaurants... Le virage écologique se fait toujours attendre.

«La politique que je mènerai dans les cinq ans à venir sera écologique ou ne sera pas». Cette déclaration, lancée par Emmanuel Macron quelques jours avant sa réélection, pourrait bien être prophétique. Mais pas dans le sens attendu.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Reporterre du 24 Avril 2023 <https://reporterre.net/Un-an-apres-sa-reelection-Macron-ne-s-est-toujours-pas-mis-au-vert>